



# LE JOUR

## D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dix-neuvième année - N° 5496 - Lundi 18 octobre 2021 - Prix : 10 DA

Tizi Ouzou

## Les chasseurs réclament la réouverture de la chasse

Page 16

Foot / Ligue 1

## Medouar : «Rien d'officiel pour le retour du public dans les stades»

Page 16

### Le plan B contre l'Iran, le Maroc et le Mak

Par Mohamed Habili

**L**es Iraniens faisant preuve de peu d'empressement à revenir aux négociations de Vienne, destinées à redonner vie à l'accord de 2015 sur leur programme nucléaire, les Américains en sont venus à parler ouvertement d'un plan B. Ils en discutent en ce moment même avec leurs alliés dans la région, Israël tout le premier, tout en se gardant bien sûr d'en rien révéler. En fait, il n'est pas bien difficile de deviner en quoi ce plan consiste, sachant que pour obliger l'Iran à entrer dans leurs vues, ils exercent déjà sur lui, selon leurs propres termes, la plus forte pression économique jamais appliquée à un pays. Sans les sanctions déjà extrêmes qu'il lui impose depuis mai 2018, date de leur retrait unilatéral de l'accord de 2015, c'est à des mesures de ce genre qu'on aurait inévitablement pensé en entendant le chef de leur diplomatie, Antony Blinken, faire allusion pour la première fois à un plan B. Et cela, non pas comme d'un projet qui serait encore à l'étude, mais comme quelque chose de déjà élaboré, et même de prêt à l'emploi. Si rien n'est parvenu à amener l'Iran à composition, ni la diplomatie, ni les sanctions, ni la promesse de leur levée, c'est qu'il ne resterait plus qu'à recourir à la manière forte contre lui.

Suite en page 3

### Tebboune a présidé hier la réunion du Conseil des ministres

# Des peines jusqu'à perpétuité pour les spéculateurs



Ph/D. R.

Le président de la République Abdelmadjid Tebboune a présidé, hier, une réunion du Conseil des ministres, consacrée à l'examen et à l'approbation d'un projet de loi sur la lutte contre la spéculation et à la présentation d'exposés sur l'organisation et le fonctionnement de Djamaâ El-Djazaïr, les rentrées universitaires et de la formation professionnelle 2021-2022, outre l'adoption de plusieurs décrets relatifs à la coopération internationale et à l'énergie. Par Amar Fekrache page 2

Hadjadj/Mostaganem

## De saisissants témoignages du 17 octobre 1961

Page 4

«Words in Graphic»

## L'artiste Karima Mouzaoui expose ses œuvres

Page 7

Tebboune a présidé hier la réunion du Conseil des ministres

# Des peines jusqu'à perpétuité pour les spéculateurs

■ Le président de la République Abdelmadjid Tebboune a présidé, hier, une réunion du Conseil des ministres, consacrée à l'examen et à l'approbation d'un projet de loi sur la lutte contre la spéculation et à la présentation d'exposés sur l'organisation et le fonctionnement de Djamaâ El-Djazair, les rentrées universitaire et de la formation professionnelle 2021-2022, outre l'adoption de plusieurs décrets relatifs à la coopération internationale et à l'énergie.

Par Aomar Fekrache

Le Président a donné, lors de cette réunion, des instructions et orientations au staff gouvernemental. Concernant le projet de loi relatif à la lutte contre la spéculation, il est question de révision du code pénal pour prévoir une peine maximale allant jusqu'à 30 ans de prison et la perpétuité pour les individus impliqués dans le crime de la spéculation.

Abdelmadjid Tebboune a enjoint au ministre du Commerce de sensibiliser les commerçants et la société civile sur la loi sur la lutte contre la spéculation et de la présenter aux citoyens via les médias, pour faire la distinction entre le stockage organisé à des fins commerciales et le stockage visant à créer la pénurie ou engendrer une hausse des prix. Il a aussi appelé à mettre en exergue l'importance du rôle responsable de la société civile et des médias dans la lutte contre les pratiques commerciales déloyales et encourager la rationalisation de la consommation pour lutter contre les parasites et les parties qui tentent d'augmenter les prix pour susciter le chaos et semer le désespoir. En ce qui concerne l'organisation et le fonctionnement de Djamaâ El-Djazair, le président de la République a donné instruction de parachever l'ensemble des aspects liés à la réception des différentes structures constituant cet édifice et l'équiper entièrement dans le respect des normes de qualité exigées pour cet établissement spirituel. Donner l'accord de principe concernant les textes proposés pour l'organisation de Djamaâ El-Djazair au niveau scientifique et administratif, et le placer sous tutelle du Premier ministre et hisser le niveau de la



Ph/D. R.

formation des gestionnaires, des cadres chargés de la gestion de cet édifice, en collaboration avec les différents partenaires expérimentés dans la gestion de pareilles infrastructures, sont les orientations données par le chef de l'Etat. Concernant la rentrée universitaire 2021/2022, M. Tebboune a donné instruction de trouver des mécanismes pour orienter la répartition générale des spécialités universitaires vers les sciences exactes et la technologie. Il a aussi enjoint de poursuivre la concrétisation des deux principes de spécialisation et d'excellence, pour parvenir à la création de villes universitaires spécialisées en fonction des moyens des établissements universitaires et leurs environnements économique et social. Impliquer les compétences uni-

versitaires algériennes dans les différents programmes visant la réalisation de la souveraineté numérique et élaborer des programmes de coopération avec les pays frères et amis, en vue d'encadrer la participation des experts algériens aux efforts de développement sont parmi les points évoqués par le Président. Il a, dans ce même chapitre, instruit de fournir les moyens nécessaires pour assurer une formation de qualité, tout en veillant à tirer profit des compétences des cadres universitaires. Et accorder un intérêt particulier à la formation et à l'encadrement scientifique supérieur dans les deux écoles supérieures des mathématiques et de l'intelligence artificielle, en respectant les meilleures moyennes dans toutes les régions du pays. Pour la rentrée professionnelle,

des orientations ont été également données par le chef de l'Etat. Elles consistent, entre autres, à poursuivre le travail afin de développer la complémentarité entre les offres de formation et les exigences du monde économique, pour satisfaire notamment les besoins des entreprises économiques en matière de formation des ressources humaines. Avant la levée de la séance, le Conseil des ministres

a approuvé une proposition présentée par le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger pour mettre à disposition des membres de la communauté nationale un numéro vert au niveau des ambassades et consulats, afin de leur garantir une protection permanente et immédiate et d'écouter leurs préoccupations en cas de problèmes à l'étranger. A. F.

Bilan des dernières 24 heures

## 87 nouveaux contaminés et 2 décès

L'Algérie a enregistré 2 nouveaux décès du coronavirus ces dernières 24 heures, un cas de moins que le bilan d'hier (3), portant à 5 872 le total des morts, a annoncé, hier, le ministère de la Santé. Le nombre de contaminations a connu une baisse, avec 87 cas, soit six cas de moins par rapport au bilan d'hier (93), pour atteindre, au total, 205 286 cas confirmés.

Massacres du 17 octobre 1961

## Le Président Tebboune se recueille au sanctuaire du Martyr

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, s'est recueilli, hier, au sanctuaire du Martyr à Alger, à la mémoire des martyrs de la Révolution et en commémoration des victimes des massacres du 17 octobre 1961 à Paris. Après avoir salué un détachement de la Garde républicaine qui lui a rendu les honneurs, le Président Tebboune a déposé une gerbe de fleurs au pied de la stèle commémorative et récité la Fatiha du Coran à la mémoire des martyrs.

Au cours de cette cérémonie commémorative, le Président Tebboune a échangé des propos avec d'anciens moudjahidines et des membres de la famille révolutionnaire, notamment ceux de la Fédération de France du Front de libération nationale.

Le Président Tebboune a décrété que tous les 17 octobre à 11h, à travers le territoire national, l'Algérie observera une minute de silence en mémoire des victimes de la tragédie de 1961.

### L'Algérie veut un traitement de l'Histoire loin de «la pensée colonialiste»

L'Algérie a commémoré hier, les 60 ans du massacre d'Algériens le 17 octobre 1961 à Paris. Le Président Tebboune a prôné une approche «loin de la prédominance de la pensée colonialiste» dans le traitement des dossiers historiques avec la France. A l'occasion, il a délivré un message clair à la France sur

le traitement du dossier de la mémoire, réaffirmant le «soutien ferme» de l'Algérie de traiter ces dossiers «sans complaisance, ni compromission». «A la mémoire des âmes bannies de nos vallants chouchada, je réaffirme notre souci ferme de traiter les dossiers de l'Histoire et de la Mémoire, sans complaisance, ni compromission et avec le sens aigu des responsabilités que requiert le traitement impartial et intègre, loin des engouements et de la prédominance de la pensée colonialiste arrogante sur des lobbies incapables de s'affranchir eux-mêmes de leur extrémisme chronique...», a indiqué Tebboune dans un message à la veille de la Journée nationale de l'immigration marquant le 60<sup>e</sup> anniversaire des

manifestations du 17 octobre 1961. Il a également estimé que la répression meurtrière du 17 octobre 1961 «révèle l'horreur des massacres abjects et des crimes contre l'humanité qui resteront gravés dans la mémoire collective». «Nous commémorerons l'anniversaire des manifestations du 17 octobre 1961, qui nous rappelle les exactions coloniales criminelles commises, en ce sinistre jour, contre les enfants du peuple algérien», a affirmé le chef de l'Etat.

Après avoir fixé les règles du traitement du dossier de la mémoire, le Président Tebboune s'est ensuite adressé à la diaspora algérienne en France.

Il a invité les «Algériennes et Algériens à adhérer au proces-

sus d'édification d'une ère prometteuse, où n'auront point de place les défaitistes, les ennemis du mérite et de la compétence et tous ceux habitués à rebuter les déterminations et freiner les initiatives. Ceux-là qui se plaisent à perpétuer les pratiques et conspirations de la lssaba pour entraver la relance de l'économie nationale et contester la volonté des nationalistes fidèles qui veulent libérer la société de leur pillage des richesses du pays par l'escroquerie, le vol et le gaspillage...».

«Ceux-là mêmes que j'ai toujours avertis de sévir d'une main de fer par la force de la loi... quels châtiments auront-ils», a mis en garde Abdelmadjid Tebboune.

Louisa Ait Ramdane

Mise en place de la diplomatie économique

# Abdelmalek Serrai : «Un immense chantier nous attend...»

■ «Formation des experts, allègement de la bureaucratie en Algérie, simplification de la réglementation, création de banques et de transits au niveau des pays africains... c'est un grand chantier qui nous attend pour la mise en place de la diplomatie économique», a indiqué Abdelmalek Serrai, expert international en économie.

Par Thinhinene Khouchi

**S**exprimant hier au Forum d'«El Moudjahid», l'expert international en économie s'est montré critique envers la gestion de l'économie du pays. Il a, à multiples reprises, exposé les différents obstacles et les défaillances de notre stratégie économique étrangère ainsi que notre gestion de l'exportation. Concernant la diplomatie économique et sa nécessité pour notre pays, Abdelmalek Serrai a indiqué que «ce sujet est d'actualité car depuis l'indépendance on n'a pas fait grand-chose sur la diplomatie économique pour aider le pays à s'exporter davantage, notamment sur le plan des produits ou des services. Aujourd'hui, il est vrai que le feedback officiel de la diplomatie économique est plus au moins au ministère des Affaires étrangères qui, en coordination avec le ministère du Commerce et des ministères techniques, à savoir ceux de l'Industrie, de l'Agriculture, du Tourisme et même de la Culture, essaient tant bien que mal, avec leur institutions spécialisées, de couvrir cet aspect en travaillant ensemble pour peser d'abord sur l'économie algérienne et sur l'économie internationale notamment vers l'Afrique, puisque nous avons un besoin immédiat de gagner les pays africains car le marché est juste à côté de nous». Il ajoutera qu'«il y a des recommandations qui ont été faites au mois de mai dernier sur le plan de la relance économique par le président de la République, on doit s'identifier à ce plan». Il a expliqué que les anciennes tentatives de lance-



ment de la diplomatie économique sont nombreuses, mais n'ont pas été appliquées pour récupérer les bienfaits. «Il y a eu plusieurs accords et conventions signés avec d'autres pays, notamment dans le biais bilatéral, mais cela n'a jamais été appliqué. Ce sont beaucoup plus des accords de prestige». En ce qui concerne les organisations internationales, l'Algérie est partie prenante de la plupart de ces organisations. «Je mentionne le Centre international de Genève, les multinationales des Etats-Unis. On n'en a pas profité et pourtant on paie des budgets pour la gestion de ces organisations là», a-t-il dit. «Il y a des banques arabes et islamiques qui n'ont pas été suffisamment utilisées. Tous les pays en profitent sauf nous ! Il est donc temps pour que la machine de la diplomatie économique commence à bouger. On doit regarder auprès de ces institutions financières

pour en profiter. Nous devons corriger notre absence», a-t-il souligné. Sur le plan de l'application de la diplomatie économique, qui est essentiellement gérée par le ministère des Affaires étrangères, l'intervenant a indiqué qu'«il y a plusieurs changements à faire». Selon Serrai, il faut faciliter la réglementation, s'ouvrir davantage aux investisseurs et surtout alléger la bureaucratie qui les étouffe. A ce sujet, il dira qu'à titre d'exemple «malheureusement, il y a des centaines et des milliers de dossiers d'investissement qui sont aujourd'hui bloqués au niveau des directions de l'agriculture, du tourisme... Les gens veulent investir mais attendent l'accord de ces directions. Sachez qu'il y a des dossiers qui attendent depuis cinq ans un avis favorable au niveau de ces directions». Si on veut vraiment intensifier la production agricole en Algérie, «ont doit ouvrir les

portes aux investisseurs, car les terrains existent». En outre, l'expert a affirmé que pour la réussite de cette diplomatie, «la création de banques algériennes et de transits au niveau des pays africains, arabes ou autre, est plus que nécessaire». Il dira que «la Banque d'Algérie doit changer sa politique et les banques algériennes doivent apporter leurs supports et soutien aux investisseurs algériens». Concernant les obstacles relevés par Abdelmalek Serrai, il insistera sur la «bureaucratie, la réglementation qui change chaque année, le manque d'agressivité des investisseurs algériens à l'étranger, le transport pour lequel on doit ouvrir des lignes plus adaptées pour alimenter les marchés. Il faut aussi une représentation commerciale de nos services et de notre culture et économie au niveau des pays africains et autres», conclura l'expert en économie. **T. K.**

## Le plan B contre l'Iran, le Maroc et le Mak

Suite de la page une

**C**ertes, on peut toujours se dire que ce n'est là qu'une autre forme de diplomatie, de la hard diplomacy pour ainsi dire, et que de là à l'emploi réel de la force, du chemin reste à parcourir. Tant que c'est le secrétaire d'Etat lui-même qui parle de plan B, non pas encore le chef du Pentagone, cela voudrait dire que le temps de la diplomatie n'est pas encore entièrement fini, sauf peut-être qu'il en reste relativement peu par rapport à celui déjà écoulé. Evidemment, si cela ne tenait qu'à Israël, ou qu'au Bahreïn, encore que ce soit plus vrai s'agissant du premier, cette dernière tranche de temps serait des plus courtes. Il ne serait plus question de plan B, ni de menaces, implicites ou explicites, mais carrément de mises en garde, en attendant de passer à l'ultimatum pur et simple. Autant dire donc que le plan B en question, ce n'est jamais que la destruction des installations nucléaires iraniennes, la mise en œuvre du plan israélien, connu de tous et depuis belle lurette, son champion l'ayant toujours prôné le plus franchement du monde, lui le détenteur de tout un arsenal d'armes nucléaires. Il n'en reste pas moins que c'est tout sauf innocent que les Américains évoquent un plan B. L'Algérie n'est pas un pays du Golfe, ni du Moyen-Orient, même si les Américains l'y assignent, mais il est par contre géographiquement proche du Maroc, qui lui a déjà rompu ses relations diplomatiques avec l'Iran, sous le fallacieux prétexte qu'il apporte une aide militaire au front Polisario. Cette rupture des relations avec l'Iran est un pari sur l'avenir de la part du Maroc, pour qui la guerre contre l'Iran est une quasi-certitude. S'il doit nous provoquer ou nous attaquer un jour, ce ne sera que lorsque cette nouvelle guerre du Golfe, que son allié Israël n'arrête pas d'appeler de ses vœux, aura éclaté. C'est clairement dans cette perspective qu'il s'est placé en rompant avec l'Iran. C'est aussi dans cette projection qu'il s'est rapproché du Mak. Son intention est clairement d'en faire à terme le symétrique du Polisario, avec l'aide d'Israël et celle d'autres de ses meilleurs alliés. S'il doit nous attaquer un jour, ce ne sera pas sans avoir essayé préalablement de créer une organisation terroriste qui nous forcera à nous battre sur deux fronts, et même sur plusieurs. Voilà pourquoi le démantèlement du Mak est une urgence. Ce n'est pas un hasard si cette organisation d'essence terroriste n'a, comme par hasard, que deux amis, le Maroc et Israël. Peut-être plus tard un troisième : la France, qui depuis maintenant longtemps offre à son fondateur le gîte et le couvert. Et refuse aujourd'hui de le livrer. **M. H.**

L'Aprue va lancer une campagne de communication

## Programme de conversion de 150 000 véhicules au GPL

**L'**Agence nationale pour la promotion et la rationalisation de l'utilisation de l'énergie (Aprue) lancera prochainement une campagne de communication pour inciter les citoyens à participer à son programme de conversion de 150 000 véhicules au GPLc, a annoncé, hier, l'Agence dans un communiqué.

«Afin de permettre une grande visibilité de ce programme, pour faire bénéficier un plus grand nombre de propriétaires de véhicules particuliers et de taxis à travers tout le territoire national, une campagne de communication sera lancée à travers les médias et les réseaux sociaux», est-il indiqué dans le communiqué. Le programme de

conversion de 150 000 véhicules (taxis et particuliers) au GPLc sera lancé officiellement aujourd'hui. Le lancement officiel du programme sera rehaussé par la présence du ministre de la Transition énergétique et des Energies renouvelables qui sera accompagné du ministre des Transports et du ministre délégué auprès du Premier ministre chargé des Micro-entreprises.

Cette rencontre regroupera une centaine de participants représentant les secteurs économiques impliqués dans l'opération, les organisations et associations de la corporation des taxis, celles des professionnels des conversions GPL, ainsi que la société civile dont l'Association des consomma-

teurs.

Lors de cette rencontre, l'Aprue présentera la stratégie globale de mise en œuvre du projet de conversion de 150 000 véhicules au GPLc à destination des taxis et des particuliers, et les modalités de participation des citoyens et taxieurs pour bénéficier de l'aide financière de 50 % octroyée par le Fonds national de l'efficacité énergétique des énergies renouvelables et la cogénération (Fneercc), a précisé la même source.

L'Agence a rappelé qu'avec 31,7 % de la consommation finale, le secteur du transport représente un enjeu «stratégique» dans le programme national de maîtrise des énergies en raison

des possibilités offertes dans ce secteur pour la substitution des carburants classiques (essence et gasoil) par les carburants gazeux, tels que le GNC et le GPL, et en mettant en place un environnement favorable pour le développement des véhicules.

«La substitution énergétique par le développement des carburants les moins polluants et les plus disponibles est aujourd'hui une nécessité tant sur le plan économique que sur le plan environnemental», a-t-elle ajouté.

Celle-ci permettra de contribuer pour assurer une autosuffisance du marché national en carburant et réduire la pollution de l'air et plus particulièrement en milieu urbain, selon l'Aprue.

**Maya H.**

Hadjadj/Mostaganem

# De saisissants témoignages du 17 octobre 1961

■ L'Association de préservation de la mémoire de la commune de Hadjadj, à l'est du chef-lieu Mostaganem, a organisé à la maison de la culture, ce samedi 16 octobre, une rencontre dont la thématique a été la commémoration de «La bataille de Paris».

Par Lotfi Abdelmadjid

**A**bderrahmane Mostefa, cinéaste, a participé à cette rencontre, apportant un documentaire poignant sur les événements du 17 octobre 1961 à Paris. Le cinéaste a focalisé surtout sur l'importance de la préservation de la mémoire par ce type de rencontre. A cet événement furent invités 3 anciens émigrés ayant participé à la manifestation du soir du 17 octobre 1961 à Paris. Une manifestation organisée sous le mot d'ordre du F.L.N pour revendiquer la liberté de l'Algérie. Dans une salle archicomble, des jeunes et des moins jeunes sont venus répondre à l'appel de l'Association pour justement marquer l'événement. Marquer surtout une dramatique page de l'histoire de la guerre de Libération de l'Algérie. Abdelkader Gueraoui dit «El Abbès», aujourd'hui âgé de 92 ans, chef de section de toute la région parisienne, Abdelkader Kaabouche, membre du groupe de choc à Epineux, Hadj Mohamed Lounadi, chef de secteur à Choisy-le-Roi, tous militants du FLN. Ces braves sont aujourd'hui présents à Hadjadj

pour raconter ce qu'ils ont enduré lors de ce tragique événement. Tous les trois s'accordent à dire qu'ils avaient répondu à l'appel du devoir national. Ils savaient, néanmoins, qu'ils allaient braver l'interdit, soit le couvre feu de ce soir-là. Un soir sous une pluie battante, dira le premier, un soir où les hommes en grande majorité se sont dirigés vers les lieux du rendez-vous pour manifester un droit légitime. 11 000 manifestants, enchaînera l'autre, une manifestation dans laquelle la police parisienne a fusillé, noyé et massacré à coups de crosse des Algériens désarmés. Ce soir-là, poursuivra le troisième, 9 500 dont beaucoup de blessés furent détenus, parqués dans les palais des sports dans des conditions infrahumaines. Un soir, interviendra l'autre, où le rumeur sur le dramatique scénario de la Seine accroissait la crainte de ne plus retourner chez soi, mais le sens du devoir occultait la peur. Malgré les représailles, des «vive l'Algérie» résonnaient dans les palais des sports comme le début d'une victoire, la victoire de la liberté. Les conséquences de la manifestation étaient terriblement cruelles. Des blessés non soignés, des expulsés en masse, des emprisonnés et surtout des disparus. Ce grand mouvement de protestation, dira un de ces anciens militants, s'est soldé par la mort de 347 Algériens, même si la version officielle de l'époque au lendemain des affrontements parlait de deux morts. Après cela, la stratégie de Maurice Papon était d'éradiquer le mouvement par des représailles sous forme d'accrus harcèle-



ments aux domiciles de ceux qui avaient répondu à l'appel du FLN. Mais, poursuivra le dernier, le tragique événement qui a retenu les Algériens détenus dans des camps a soulevé chez les épouses un engagement d'aller manifester pour revendiquer la libération des époux. Pas moins de 900 femmes et 550 enfants ont participé à l'événement comme réponse à la farouche répression. A Hadjadj, cet après-midi là, on a marqué l'histoire par une rencontre qui va permettre de consolider la mémoire d'un peuple qui s'est sacrifié pour sa liberté.

L. A.

## Une minute de silence observée au siège du ministère de la Communication

**UNE MINUTE** de silence a été observée hier au siège du ministère de la Communication à Alger, en présence du ministre du secteur, Ammar Belhimer, à la mémoire des chouchada des massacres du 17 octobre 1961 à Paris. La cérémonie commémorative s'est déroulée en présence du président de l'Autorité de régulation de l'audiovisuel (Arav), Mohamed Louber, du directeur général d'Algérie Presse Service (APS), Samir Gaïd, ainsi que de journalistes, cadres et employés de ces institutions. Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, avait décidé samedi de décréter l'observation d'une minute de silence le 17 octobre de chaque année à 11h, à travers tout le territoire national, à la mémoire des chouchada des massacres du 17 octobre 1961 à Paris, et ce, à compter d'aujourd'hui.

R. N.

Mostaganem

## Les enfants des zones rurales ne connaissent pas les loisirs

**F**illes comme garçons habitant les zones rurales de la wilaya, une fois l'année scolaire achevée, retombent dans le néant traversant des rudes journées de chaleur et sans aucune perspective. Pour ces gamins, le douar avec la limite de la voie goudronnée est leur seul espace vital. Désocialisés, bon nombre d'entre eux se convertissent en main-d'œuvre toute faite pour les activités agraires, celles spécifiques aux douars. Aller chercher de l'eau potable, ramasser du bois, irriguer la parcelle du potager, faire le berger, traire la vache, prendre soins des animaux etc. ou bien, de temps à autre, accompagner le cheikh au souk hebdomadaire. Ces enfants cantonnés dans les hameaux ne sont guère visibles car ils sont à l'écart de toute activité de loisir. Ce sont ces galopins qu'on observe sur les

routes, convertis en commerçants d'une saison. Ceux-là qui vendent des légumes et des fruits, du pain maison, du miel, des œufs ou quelques herbes recueillies en forêt abimées par la chaleur et la pollution générée par le trafic automobile. A Mostaganem, il ya presque 550 douars, tous peuplés d'enfants scolarisés, si l'on suppose que chaque douar à sa propre école. Ces enfants, ceux des douars, ont aussi le droit à l'épanouissement, aux vacances, de découvrir le pays, mais aucun programme de sorties sur la mer ne les a encore concernés. Des plans doux, des excursions, des sorties récréatives doivent aussi toucher ces enfants qui vivent loin de la «civilisation». A Mostaganem, il est inadmissible à notre époque qu'il y ait encore des enfants qui ne connaissent pas la mer, moins encore la pisci-

ne ni même sortir en groupe loin du douar. Et dire que des piscines ont été réalisées ça et là, mais les programmes de baignade ne les touchent jamais et personne ne s'en soucie. Aller proposer aux enfants de Ibn Ifren à Oued El Kheir, à ceux de «Ouled Bentata» à Tazgait ou ceux de «Ouled Yahia» à Achacha, d'aller se baigner, de faire des sorties récréatives, c'est les arracher à une pressante et ahurissante routine. Les centres de colonies de vacances ne sont pas du tout pour ceux des douars, car ces enfants n'appartiennent à aucune œuvre sociale pour être nés fils de paysans. Les services de la Direction de l'action sociale doivent s'intéresser aux enfants des douars avec des programmes récréatifs. Exclure ces petits Algériens de la détente, c'est les contraindre à l'abrutissement. Tous ont entendu parler

de «Mostaland» et tous rêvent d'aller un jour la visiter, mais tous n'ont pas les moyens, même ceux de quitter le douar. Les enfants des douars sont au même niveau de retranchement que ceux du sud du pays. Ils subissent le vide, ils subissent les hautes températures et ils subissent le néant et les programmes récréatifs leur tournent le dos. Dans les chefs-lieux de daïrate, certaines associations font le nécessaire pour extraire, de temps à autre, des enfants vers ailleurs pour une journée. Mais à défaut de moyens, ces dernières ne sont qu'une goutte dans l'océan. Pourquoi pas ceux des douars ? Les autorités locales, notamment les APC, sont en mesure de mettre les moyens pour permettre à ces petits «paysans» de profiter des programmes de sorties récréatives.

L. A.

## Projets de routes à Alger Le gouvernement examine deux projets de décrets exécutifs portant déclaration d'utilité publique

**LE GOUVERNEMENT** a examiné, lors de sa réunion tenue samedi à Alger sous la présidence du Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane, deux projets de décrets exécutifs portant déclaration d'utilité publique relative à la réalisation de projets de routes à Alger. Selon un communiqué des services du Premier ministre, il s'agit de l'opération relative au dédoublement du chemin de wilaya n° 111 entre Chérağa et Ain Bénian (Sections 1 et 2) et celle relative à la réalisation des travaux d'accessibilité à la ZET de Sidi Fredj et Palm Beach. Ces deux projets s'inscrivent dans le cadre du programme urgent visant la décongestion de la capitale, et vont permettre d'absorber une partie du trafic sur la rocade Sud qui connaît un trafic journalier moyen d'environ 200 000 véhicules/jour, explique la même source.

D. T.

## Agriculture

# Instructions pour actualiser en continu la cartographie de la production nationale

■ Le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane, a donné, lors de la réunion du gouvernement tenue samedi à Alger, des instructions pour l'actualisation continue de la cartographie de la production agricole nationale afin de réguler efficacement le marché.



Par Salem K.

**M.** Benabderrahmane «a chargé le ministre de l'Agriculture et du Développement rural d'as-

surer une actualisation continue de la cartographie de la production agricole nationale ainsi que celle afférente aux capacités de stockage», ont indiqué les services du Premier ministre dans un com-

munié. Cela permettra aux institutions et organismes concernés de réguler le marché d'une manière «efficace et maîtrisée» et d'assurer, par conséquent, un approvisionnement régulier du marché

national tout en préservant le pouvoir d'achat des citoyens, explique la même source. Ces instructions ont été données à l'issue d'une communication présentée par le ministre de l'Agriculture et du Développement rural sur l'évaluation du rôle du dispositif Syrpalac (Système de régulation des produits agricoles de large consommation). L'exposé a porté sur le mode opératoire du Syrpalac, notamment en matière d'opérations de stockage et de déstockage des principaux produits agricoles ainsi que le suivi et l'évaluation de ces opérations. Il a également porté sur les actions entreprises par le secteur de l'Agriculture pour assurer un approvisionnement régulier et en quantités suffisantes du marché national en pommes de terre, notamment durant les périodes où l'offre de produits frais n'est pas encore disponible, selon le communi-

S. K.

Oran

## Lancement d'un nouvel accélérateur de start-up «Makers Lab»

Une équipe de jeunes entrepreneurs ont lancé samedi un accélérateur de start-up, premier du genre à Oran, pour l'accompagnement des porteurs de projets de divers horizons. La cérémonie de lancement de cet accélérateur labélisé par le ministère délégué auprès du Premier ministre chargé de l'Economie de la connaissance et des Start-up, a été organisée au siège de l'agence «Makers Lab». La chargée d'études et de synthèses au ministère délégué chargé de l'Economie de la connaissance et des Start-up, Arhab Nacima, s'est félicitée de la création de cet espace qui est à même de permettre de booster et d'accélérer l'innovation dans la région. La labellisation de ce genre d'espaces de «concertation et catalyseur de compétences» permettra d'accorder à ces dernières certains avantages, fiscaux notamment, a rappelé cette responsable, ajoutant qu'il s'agit, par ailleurs, d'une démarche visant à reconnaître ces espaces sur le plan institutionnel et de les encourager à jouer un rôle dans la promotion de l'innovation. L'accélérateur dispose de plusieurs espaces pour l'accompagnement, la formation et l'encadrement des porteurs de projets. Les candidats seront sélectionnés par le biais d'appels à projets que l'accélérateur lancera selon les besoins recensés chez les opérateurs économiques ou par le marché ou enfin par proposition libre de projets qui seront sélectionnés par une commission, a expliqué le co-fondateur de l'accélérateur, Hichem Mebarki. Plusieurs institu-

tions étatiques comme l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (Anade, ex-Ansej) et l'université d'Oran2, mais également des organismes comme la Confédération algérienne du patronat citoyen (CAPC), sont déjà prêtes à coopérer avec le «Makers Lab» et apporter leur soutien aux porteurs de projets.

### Signature d'une convention de partenariat entre l'USTO et la SOMIZ

Une convention de partenariat a été signée samedi entre l'Université des sciences et de la technologie «Mohamed-Boudiaf» (USTO-MB) et la Société de maintenance industrielle d'Arzew (SOMIZ), à l'effet d'intensifier les échanges dans le domaine de la formation, la recherche et le développement, a-t-on appris, samedi, auprès de l'USTO-MB. La convention a été ainsi signée par le recteur de l'USTO-MB, Hammou Bouziane Amine et le P-dg de la SOMIZ, Yazid Kemmoum, a-t-on ajouté, précisant qu'elle porte essentiellement sur la formation, la programmation de stages au profit des étudiants de l'USTO au sein de la Société par actions de maintenance industrielle d'Arzew, filiale du groupe Sonatrach. En vertu de cette convention, l'USTO programmera à son niveau des journées d'informations qu'organisera la SOMIZ et animera des conférences et des séminaires s'inscrivant dans le cadre des objectifs pédagogiques prédéfinis. Les

experts de la filiale de Sonatrach seront invités à prendre part aux manifestations scientifiques organisées par l'USTO-MB. L'Université d'Oran s'engage à assurer au personnel de la SOMIZ SPA des formations diplômantes et qualifiantes et à observer les règles locales de santé/sécurité/qualité applicables au sein de l'entreprise, lors de visites, stages, et l'utilisation d'équipements de la Somiz, a souligné la même source. Pour sa part, la filiale de Sonatrach, en l'occurrence la SOMIZ, s'engage à élaborer et réaliser des actions de formation et d'orientation professionnelles, des échanges réguliers organisés sur des thèmes et réflexion et d'action communes, en particulier dans différents domaines tels que la préparation aux métiers de l'industrie, la coopération dans la proposition des sujets de stages de fin d'études pour les licences et masters, entre autres. Il sera également question de permettre aux étudiants de bénéficier de stages sur des thèmes bien déterminés, tout en mettant à leur disposition du matériel et des dispositifs nécessaires. L'entreprise industrielle pourrait également proposer de sujets d'intérêts en recherche appliquée. Il est à noter que durant la cérémonie de signature, trois établissements universitaires ont, pour leur part, signé des conventions similaires avec la SOMIZ. Il s'agit de l'Université d'Oran 2 «Ahmed-Benahmed», de l'Ecole supérieure d'économie et de l'Ecole supérieure de génie électrique et énergétique d'Oran.

Maya G.

Artisanat

## Formation pour les chefs d'entreprise relevant des CAM du Centre et du Sud du pays

LES TRAVAUX de la deuxième session régionale de formation au profit des chefs d'entreprise relevant des Chambres d'artisanat et des métiers (CAM) pour les régions du Centre et du Sud ont débuté samedi, et se poursuivront jusqu'au 21 octobre. Encadrée par des enseignants en Management de l'entreprise, cette formation vise à «développer et à promouvoir les capacités de gestion des entreprises affiliées au secteur de l'Artisanat et des métiers en matière de gestion de l'entreprise, notamment la finance, la définition des coûts des activités, la communication et la relation de partenariat avec les sociétés concernées». Prennent part à cette formation supervisée par le ministère du Tourisme et de l'Artisanat, 17 directeurs de CAM du Centre et du Sud du pays, dont Bouira, Tizi Ouzou, Alger, Médéa, Ain Defla, Tipasa, Boumerdes, Tamanrasset, Illizi, Ouargla, Ghardaïa, Laghouat, Tindouf, ainsi que la Chambre et l'Agence nationale de l'artisanat et des métiers. A ce propos, le directeur général de l'Artisanat et des métiers au ministère, Kamal Eddine Bouaam, a souligné, dans une déclaration à l'APS, l'importance de cette deuxième formation du genre après celle qui s'est déroulée à Oran (du 9 au 14 octobre en cours), à laquelle ont participé des cadres et des directeurs des CAM des wilayas de l'Ouest du pays, afin d'améliorer le niveau de performance des directeurs et des cadres de ces Chambres et de promouvoir leurs capacités à remédier aux insuffisances constatées en réponse aux préoccupations des artisans. Un troisième cycle sera organisé au profit des directeurs de ces Chambres de la région Est du pays, à Constantine, entre le 23 et le 28 octobre, afin d'assurer la qualité des prestations de ces Chambres, notamment en planification, gestion financière et institutionnelle, communication et marketing, en vue d'être au diapason des évolutions technologiques et les mutations économiques. Soulignant l'impératif de protéger certaines activités artisanales menacées d'extinction, le même responsable a rappelé «le programme que le secteur a élaboré afin de préserver la pérennité de ces activités héritées de génération en génération, par l'accompagnement et le soutien à la formation et à la commercialisation», insistant sur la nécessité de moderniser le produit artisanal, d'améliorer la qualité et de fournir des matières premières. De son côté, le directeur général de la CAM, Abdelhafid Abarki, a affirmé que cette session sera «l'occasion de mettre à jour les données au profit des responsables des Chambres pour leur permettre de faire face aux évolutions et de trouver des solutions appropriées en vue de faire avancer le secteur». Les stagiaires, poursuit-il, bénéficieront au cours de cette session de plusieurs connaissances, notamment en matière de modalités de gestion financière et juridique, le paiement des impôts, l'affiliation à la Caisse nationale de sécurité sociale des non-salariés (Casnos), le marketing et la diversification des services.

Hani T.

## Bordj Bou Arreridj/Labours-semailles

## Plus de 80 000 ha réservés aux céréales

■ La campagne labours-semailles de la saison agricole 2021-2022 a été lancée samedi à Bordj Bou-Arreridj et devra cibler plus de 80 000 ha de terres réservées à la culture des céréales.

Par Safy T.

Tous les moyens logistiques ont été mobilisés à cet effet avec la mise en place de quantités impor-

tantes de semences et d'engrais pour répondre aux besoins des agriculteurs de la filière des céréales en vue de garantir un meilleur lancement de l'opération, atteindre les objectifs tracés et réussir la saison agricole, a souligné le wali, Mohamed Benmalek, lors du lancement de la campagne depuis une exploitation agricole dans la commune d'El Anasser (à l'Est de Bordj Bou-Arreridj). A cette occasion, le même responsable a procédé à la mise en service du raccordement à l'électricité de cette même exploitation agricole, affirmant que l'opération de généralisation de l'électricité rurale se poursuit parallèlement au raccordement des régions agricoles à cette énergie en vue d'atténuer la souffrance des agriculteurs et les soutenir pour développer leurs activités agricoles. Le rac-



cordement des exploitations agricoles à l'électricité rurale a touché pas moins de 280 exploitations agricoles à travers la

wilaya, en attendant la concrétisation d'opérations similaires pour raccorder «prochainement» un total de 555 exploitations agricoles à travers 29 communes, selon les explications données par le directeur des services agricoles (DSA). Le chef de l'exécutif local a décidé, en outre, d'octroyer des autorisations pour creuser des puits artésiens au profit d'agriculteurs de certaines exploitations agricoles dans plusieurs régions de la wilaya, et ce, en raison du déficit en ressources hydriques. La surface cultivable à Bordj Bou-Arreridj est estimée à environ 118 000 ha dont 7 000 ha sont irrigués, a-t-on indiqué, précisant que la majorité de ces terres sont exploitées pour la culture des céréales sur une surface globale atteignant les 113 000 ha.

S. T.

### Relizane Saisie de 100 quintaux de blé tendre et de son pour défaut de facturation

LES ÉLÉMENTS de la Gendarmerie nationale d'Ain Rahma (Relizane) ont procédé à la saisie de 100 quintaux de blé tendre et de son pour défaut de facturation, a-t-on appris, samedi, du groupement territorial de ce corps de sécurité. Cette opération a été menée dans le cadre de la lutte contre la criminalité et les efforts de protection de l'économie nationale contre la contrebande, la fraude et le détournement de produits subventionnés. C'est lors d'une patrouille de la brigade territoriale de la GN d'Ain Rahma qu'un camion a été intercepté. Sa fouille a permis de découvrir 400 sacs de 25 kg chacun de blé tendre et de son. Le conducteur du camion n'était pas en possession de factures prouvant l'origine de la marchandise dont la valeur vénale s'élève à 250 000 DA, selon la même source. La marchandise saisie a été remise aux services des domaines de la wilaya.

R. R.

Sétif

## Un camp d'entraînement à l'entrepreneuriat social au profit de 120 jeunes

Au total, 120 jeunes de différentes régions de la wilaya de Sétif ont participé au premier camp d'entraînement à l'entrepreneuriat social, lancé samedi au centre d'attraction scientifique de la localité El Bez, à l'initiative de l'association «Insaf». Ce camp d'entraînement s'inscrit dans le cadre du projet «Sois innovant», visant la formation et l'accompagnement des jeunes à travers plusieurs régions de la wilaya au sujet de l'entrepreneuriat social et la méthode d'édification de

micro-projets générant des avantages et des bénéfices pour les habitants de leurs régions, a précisé à l'APS le président de l'association, Adel Bourgazène. L'initiative est organisée en collaboration avec l'Office des établissements de jeunes (Odej) de Sétif et plusieurs secteurs et institutions activant dans le domaine et avec le soutien de l'Organisation des nations unies pour l'enfance (Unicef) d'Algérie. Le projet devant s'étaler sur 5 mois, est organisé sous le slogan «Pour

des jeunes innovants et créateurs», a souligné le même responsable, précisant que le projet accompagnera les porteurs d'idées et de projets de la catégorie d'âge allant de 19 à 24 ans, issus des 60 communes de la wilaya, notamment les zones d'ombre. Les participants à cette manifestation recevront un entraînement dans le domaine de l'entrepreneuriat social, appelé également «l'entrepreneuriat de la nouvelle génération», lequel contribue à la résolution des diffé-

rentes difficultés sociales et constitue un moyen pour réaliser des bénéfices et créer le changement social et le développement durable, a-t-il ajouté. Des sessions d'entraînement avaient été organisées la semaine passée (du 7 au 9 octobre) au profit de 25 coachs relevant du Centre algérien pour le développement des jeunes dans le domaine de l'entrepreneuriat social et qui procéderont à l'encadrement du premier camp d'entraînement, a rappelé le même responsable.

S. T.

Sidi Bel-Abbès/Formation professionnelle

## Conventions avec les secteurs du Tourisme et de la Culture

Le secteur de la Formation et de l'enseignement professionnels de la wilaya de Sidi Bel-Abbès a signé, samedi, deux conventions avec le secteur du Tourisme et celui de la Culture et des Arts pour renforcer le partenariat dans les domaines liés à la sauvegarde et la valorisation du patrimoine culturel et sa préservation ainsi que les activités liées aux tourisme et l'artisanat. La même source a indiqué qu'il a été procédé, dans le cadre de la session d'octobre, à la signature de deux conventions avec ces deux secteurs pour améliorer, actualiser et intensifier

les programmes pédagogiques des spécialités dispensées au niveau des établissements de la formation et de l'enseignement professionnels en intégrant la dimension culturelle et touristique et encourager la formation au profit des personnes aux besoins spécifiques, selon les moyens disponibles. Ces deux conventions portent également sur l'amélioration du niveau professionnel des personnels et des professionnels relevant des secteurs de la Culture et du Tourisme, selon des modes de formation qui leur sont dédiés à travers l'organisa-

tion de sessions de formation d'application au profit des formateurs du secteur de la Formation et les accueillant au niveau des établissements relevant des deux directions du tourisme et de la culture, a expliqué la même source, signalant qu'il sera procédé, à ce sujet, à la création d'une commission mixte pour coordonner, suivre, définir et maîtriser les programmes en commun. Elles viennent en réponse des établissements de formation et de l'enseignement professionnels, mais aussi aux besoins de la formation continue, entre autres. A signaler que le

secteur de la Formation et de l'enseignement professionnels dans la wilaya de Sidi Bel-Abbès dispose de 21 établissements de formation dont l'institut de formation et de l'enseignement professionnels, trois instituts nationaux spécialisés, 13 centres de formation professionnelle et d'apprentissage (CFPA), 4 structures (annexes) de formation professionnelle en milieu rural, en plus de 12 établissements spécialisés, sachant que les capacités d'accueil globales sont de 7 124 postes de formation.

Bilal H.

Naâma

## Caravane médicale au profit des moudjahidine

Le coup d'envoi d'une caravane médicale dédiée aux moudjahidine à l'effet de leur prodiguer des soins à domicile, notamment ceux des zones d'ombre de la wilaya de Naâma, a été donné samedi à l'occasion de la célébration de la Journée nationale de l'immigration, a-t-on appris auprès de la Direction des moudjahidine et des ayants droit, initiatrice de la caravane. Organisée en collaboration avec le bureau de wilaya de l'organisation nationale de la société civile et la citoyenneté des zones enclavées du territoire de la commune de

Méchéria, la caravane vise, selon une approche de soins coordonnés et efficaces, le dépistage des malades, en médecine interne, en cardiologie et ophtalmologie. Elle est conduite par une équipe médicale volontaire constituée de médecins et d'agents paramédicaux qui veilleront à la réussite de cette mission, a indiqué le directeur des moudjahidine et des ayants droit, Bahloul Khelifa. La caravane de 3 jours a été programmée pour prodiguer des soins à domicile, au profit de quelque 34 familles parmi les membres de

l'Armée libération nationale et les invalides de la guerre de Libération résidant dans les regroupements et localités isolées relevant des communes de la wilaya, a ajouté M. Khelifa. L'initiative vise également à renforcer et assurer des soins médicaux d'une qualité «exemplaire» au profit des moudjahidine et répondre à leurs besoins en leur assurant une prise en charge médicale et psychologique appropriée, de nature à renforcer ce lien ayant valeur de symbole entre la jeune génération et la famille révolutionnaire, a expliqué la même source. Le

moudjahid Omar Kébir, responsable de la kasma des moudjahidine de la commune de Méchéria, a exprimé à l'occasion «sa grande satisfaction quant à cette action de solidarité, coordonnée par des médecins et des paramédicaux qui se sont déplacés jusqu'aux domiciles des moudjahidine, en leur prodigant des soins médicaux spécifiques, de même à contribuer, en la circonstance à préserver la mémoire pour ne pas oublier ces vaillants combattants qui ont mené des batailles durant la glorieuse guerre de Libération nationale».

M. N.

«Words in Graphic»

# L'artiste Karima Mouzaoui expose ses œuvres

■ «Words in Graphic» est le titre d'une belle exposition de la jeune artiste Karima Mouzaoui, inaugurée samedi à Alger. Un élan expressionniste immortalisant différentes émotions est proposé aux regards des nombreux visiteurs qui sont venus apprécier les œuvres de cette ambitieuse et talentueuse artiste.



Par Abia Selles

Organisée à la section des sciences humaines du Centre culturel universitaire sis à la rue Boualem-Aissaoui, le public est invité jusqu'au 28 octobre à découvrir les 35 œuvres numériques réalisées dans un élan de créativité prolifique et imprimées sur des toiles au format unique de 18 cm x 18

cm. D'une œuvre à une autre, l'artiste déploie des états animés et des humeurs tourmentées, fixant des moments de vie éphémères, desquels elle extrait des émotions intenses pour les laisser en suspens à la disposition du visiteur qui prolonge leur genèse et se les approprie en y projetant son propre vécu. Moment de partage avec le public, ces dessins digitaux qui expriment leurs propres vérités

en opposant le noir au blanc, suscitent des émotions comme la tristesse, la douleur, la déchéance, le chaos, et l'euphorie, entre autres. Parmi les toiles exposées, «Death», «Fall», «Since that Fight», «Ending things», «Djedou», «My heart is yours», «Leak», «Can't face my face», «Empty», «Hurry up», «Ocean of happiness», «Wrong», «Out», «Sleep forever», «There will be blood», «Show me your love»,

«We are not right», «Bright eyes», «Kali». Née en 2000 à Alger, Karima Mouzaoui, a manifesté de grandes aptitudes pour le dessin et la peinture dès son jeune âge, exerçant sa passion avec crayons, fusain, de l'aquarelle, de la peinture acrylique ou à huile sur différents supports, notamment sur le papier et la toile. Autodidacte, elle s'imprègne durant son parcours de formation de grands noms de plasticiens expressionnistes, à l'instar du regretté Abdelouahab Mokrani (1956-2014), Alfons Mucha (1860-1939) et Otto Dix (1891-1969).

S'inspirant de la poésie, la littérature et la musique, elle illustre ses dessins avec des textes pour «mieux exprimer les émotions de ses personnages» dans une démarche créative qui se veut, selon elle, une «quête sur le graphisme dans l'expression, en symbiose avec le thème choisi».

Alliant rationalité et esthétique, Karima Mouzaoui, jeune artiste promise à une belle carrière et par ailleurs étudiante en génie civil à l'Université des Sciences et Technologies Houari-Boumediène, pratique son art avec le souci permanent de «créer la complémentarité

entre le texte et le dessin», ajoute-t-elle dans son document de présentation.

Publiant ses travaux sur les réseaux sociaux et autres plateformes sur Internet, elle a réalisé, entre autres en 2021, les couvertures numériques des chansons diffusées en ligne «Forest» et «Fool» respectivement de Chekbo et «The Rise Of The Fool», deux artistes algériens établis en France et en Turquie.

A. S.

Ouverture des Journées littéraires de Tébessa  
Plus de  
80 écrivains  
au rendez-vous

LA 12<sup>e</sup> ÉDITION des Journées littéraires de Tébessa s'est ouverte samedi sous le slogan «Min El Alam ila el Amal», avec la participation de 86 écrivains et poètes.

Cet événement littéraire et culturel, initié par la Maison de la culture Mohamed-Chebouki, a été ouvert en présence du wali, Mohamed El Baraka Dahadi, et le président du Haut Conseil de la langue arabe (HCLA), Salah Belaid. Ces journées littéraires constituent «une véritable bouffée d'air frais après près de deux ans d'absence en raison de la pandémie de Covid-19», a indiqué Mounir Mouissi, directeur de la Maison de la culture Mohamed-Chebouki.

Trois jours durant, écrivains et poètes déclameront de la poésie en ordre vertical et en vers libres et présenteront des nouvelles, en plus de l'organisation d'un salon du livre et des séances de vente-dédiacée des nouvelles œuvres qui ont renforcé récemment les rayons de la bibliothèque, a détaillé l'intervenant.

Pour sa part, le président du Haut Conseil de la langue arabe a appelé à la relance des activités culturelles et artistiques dans cette wilaya frontalière et dans l'ensemble des wilayas du pays, notamment à la lumière de l'amélioration, actuellement, de la situation épidémiologique, attestant du soutien du HCLA à toutes les manifestations visant à promouvoir et à faire prospérer la langue arabe.

Le premier jour de cette manifestation qui se poursuivra jusqu'à aujourd'hui a vu la présentation de plusieurs œuvres d'écrivains et de poètes, à l'instar de Mohamed Foughali, Djamel Fani, Mohamed Lakhdar Djouini, Slimane Djouadi, Abdelmadjid Guenez, Sihem Cheriet et d'autres.

L. B.

Cinéma africain

## Ouverture du 27<sup>e</sup> Fespaco à Ouagadougou

La 27<sup>e</sup> édition du plus grand festival de cinéma africain, le Fespaco, a été lancée samedi à Ouagadougou lors d'une cérémonie d'ouverture. La cérémonie, présidée par le chef de l'Etat du Burkina Faso, Roch Marc Christian Kaboré, a rassemblé de 2 000 à 3 000 personnes au Palais des sports du quartier Ouaga 2000, parmi lesquelles de nombreuses délégations africaines, dont celle du Sénégal, invité d'honneur de cette 27<sup>e</sup> édition, emmenée par le ministre de la Culture, Abdoulaye Diop. La pandémie de Covid-19 a entraîné un report de huit mois de ce rendez-vous du 7<sup>e</sup> art qui a contribué à faire connaître les plus grands réalisateurs africains, servi de

tremplin aux jeunes talents et sacré en 2019 le réalisateur rwandais, Joël Karekezi, pour un film tourné dans la jungle du Kivu au Congo. La ministre burkinabè de la Culture, Elise Thiombiano, s'est félicitée que le Fespaco puisse se tenir dans un tel contexte, affirmant notamment que «face à la crise sécuritaire sans précédent, nous restons debout». Elle a également rendu hommage à l'ancien président et «père de la révolution burkinabè» Thomas Sankara, assassiné à 37 ans après quatre ans au pouvoir, le 15 octobre 1987. Trente-quatre ans après, le procès de ses assassins présumés s'est ouvert lundi devant le tribunal militaire de Ouagadougou avant d'être

suspendu pour deux semaines. Une photo du visage de Thomas Sankara, devenu un icône panafricain, a été projetée sur écran géant pendant la cérémonie, quand la star de la musique sénégalaise Didier Awadi et le rappeur burkinabè Smookey, ont interprété une chanson en son honneur. Le spectacle d'ouverture – danses, acrobaties et chansons de vedettes du Burkina – a été mis en scène par le chorégraphe burkinabè Serge Aimé Coulibaly. Jusqu'à l'annonce du palmarès le 23 octobre, les projections des films se dérouleront dans les différentes salles de Ouagadougou, mais des projections auront également lieu dans dix espaces en plein air. A l'issue

de la cérémonie, le Président Kaboré a annoncé que son homologue sénégalais, Macky Sall, assisterait à la clôture du festival, dont le thème est cette année : «Cinéma d'Afrique et de la diaspora : nouveaux regards, nouveaux défis». Sur 1 132 films inscrits, 17 longs métrages de fiction ont été sélectionnés pour la compétition officielle et sont en lice pour l'Étalon d'or du Yénnenga, récompense suprême du Fespaco. Les réalisateurs ont été issus de 15 pays du continent. Le jury de la 27<sup>e</sup> édition est présidé par le réalisateur et producteur mauritanien Abderrahmane Sissako, César du meilleur film 2015 pour «Timbuktu».

M. K.

Théâtre pour enfants à Tissemsilt

## La générale de «Sadik El Hayat» présentée au public

Une générale de la pièce de théâtre pour enfants «Sadik El Hayat» (Ami de la vie) a été présentée, samedi, à la maison de la culture «Mouloud-Kacem-Nait-Belkacem» de Tissemsilt.

Produite par l'association «El Ichrak» de Chlef et écrite par Guetcha Madani, cette pièce a été présentée à l'ouverture de la nouvelle saison de cet établisse-

ment culturel. «Sadik El Hayat» livre une leçon de morale sur le rôle que joue l'agent d'entretien, méprisé et mal vu par certains, dans l'entretien et la préservation du cadre de vie des citoyens et de leur environnement. Le président de l'association «El Ichrak», Guetcha Madani, a souligné que cette pièce sera prochainement présentée dans les maisons de

la culture des wilayas d'Ain Defla, Tiaret, Sidi Bel-Abbès et Saida. L'association s'approprie également à produire d'autres œuvres théâtrales pour adultes et enfants dans le cadre de son programme annuel visant la promotion du 4<sup>e</sup> art et l'encouragement des jeunes talents.

La nouvelle saison de la maison de la culture de Tissemsilt

porte sur la mise sur pied d'expositions des œuvres de jeunes talents locaux et la promotion du patrimoine matériel et immatériel dont recèle la région, outre la tenue de portes ouvertes sur les ateliers artistiques de cet établissement culturel ainsi que des représentations théâtrales et une conférence sur l'histoire de la région de l'Ouassenis.

F. H.



Meurtre d'un député britannique

# Le suspect avait suivi un programme de déradicalisation

■ Le suspect du meurtre du député britannique David Amess, un acte qualifié de terroriste par la police, avait été orienté vers le programme national de lutte contre la radicalisation, mais ne l'a pas suivi longtemps, selon des médias britanniques.

Par Mourad M.

Les enquêteurs ont jusqu'à vendredi pour interroger cet homme de 25 ans, après l'avoir placé en détention en vertu de la loi sur le terrorisme, ce qui leur permet de prolonger sa détention.

Les premiers éléments de l'enquête, confiée à la direction antiterroriste, révèlent «une motivation potentielle liée à l'extrémisme islamiste», selon la police qui a déclaré effectuer des perquisitions à trois adresses à Londres.

L'homme interpellé serait un ressortissant britannique d'origine somalienne nommé Ali Harbi Ali, selon la BBC.

Dans le quartier de Kentish Town, dans le nord de Londres, des policiers ont érigé une tente devant une maison en brique de deux étages dans laquelle ils faisaient des recherches, munis de gants bleus. L'adresse est présentée par plusieurs médias comme étant le domicile d'Ali Harbi Ali.

«La police est là depuis ven-

dredi», a confié une voisine interrogée par l'AFP. «Nous connaissons la famille, ce sont des gens adorables», a-t-elle dit, expliquant qu'«ils ont trois fils».

Benjamin, un habitant de 47 ans qui ne souhaite pas donner son nom de famille, s'est aussi dit «stupéfait» des investigations menées par la police dans sa rue.

«Ils étaient déjà là hier toute la journée, et j'ai demandé s'il s'était passé quelque chose, ils m'ont dit, "non rien d'intéressant", a-t-il raconté, décrivant le quartier comme «très bien, très calme».

Le député conservateur David Amess, 69 ans et père de cinq enfants, recevait ses administrés dans une église méthodiste à Leigh-on-Sea, à environ 60 km à l'est de Londres, lorsqu'il a été poignardé à mort vendredi peu après midi (11h00 GMT).

Le jeune homme arrêté vendredi avait été orienté, il y a plusieurs années, vers le programme Prevent, un dispositif destiné aux personnes présentant un risque de radicalisation et basé

sur le volontariat, selon la BBC. Il n'y aurait pas été très assidu et n'a jamais été officiellement considéré comme un «sujet d'intérêt» pour l'agence de sécurité nationale, indique ce média.

Les services de police et de sécurité pensent que l'assailant a agi seul et qu'il était «auto-radicalisé», selon le «Sunday Times». Il pourrait avoir été inspiré par Al-Shabab, les islamistes liés à Al-Qaïda en Somalie.

Le père d'Ali Harbi Ali, Harbi Ali Kullane, ancien conseiller du Premier ministre somalien, a confirmé au «Sunday Times» que son fils était en détention et s'est dit «très traumatisé».

John Lamb, un conseiller conservateur local, a raconté à des médias britanniques que le jeune homme avait attendu patiemment son tour avant de se jeter sur le député et de le poignarder à plusieurs reprises devant deux assistantes du parlementaire.

«On m'a dit qu'il avait poignardé Sir David et qu'il avait simplement attendu dans la salle paroissiale jusqu'à l'arrivée de la police», a déclaré samedi au «Telegraph» Kevin Buck, vice-président de l'association de circonscription.

Il avait pris rendez-vous une semaine à l'avance, selon le «Daily Mail».

Samedi soir, des centaines de personnes ont assisté à une veillée aux chandelles sur un terrain de sport proche du lieu du crime, observant une minute de silence à la mémoire du député.

En signe d'unité, le Premier ministre conservateur Boris



Ph. &gt; D. R.

Johnson et le chef du parti d'opposition travailliste, Keir Starmer, avaient déposé des gerbes de fleurs sur les lieux du drame samedi matin.

Boris Johnson a laissé un message saluant un «excellent parlementaire et un collègue et ami très aimé».

De nombreuses personnes, dont des membres de la communauté musulmane, sont venues déposer des bouquets de fleurs et des hommages écrits à la victime.

Ce meurtre ravive le traumatisme encore récent de l'assassinat de la députée travailliste Jo Cox en juin 2016.

L'élue âgée de 41 ans avait été tuée de plusieurs balles et coups de couteau par un extrémiste de droite, Thomas Mair, 53 ans, une semaine avant le référendum britannique sur l'appartenance à l'Union européenne.

Ces deux drames interrogent

sur les dispositifs de sécurité entourant les députés quand ils sont au contact du public.

«Nous devons combler les lacunes en termes de sécurité», a déclaré la ministre de l'Intérieur, Priti Patel, sur SkyNews.

Interrogée sur la mise en place d'une protection policière pour les députés dans leurs circonscriptions, la ministre a déclaré que «toutes les options étaient envisagées actuellement». Elle a précisé qu'une «série de mesures» avaient déjà été mises en place.

Quelque 650 députés ont été contactés par la police et des policiers ont protégé les lieux où se tenaient des permanences parlementaires samedi.

Priti Patel a aussi souligné que le programme Prevent fait actuellement l'objet d'un examen indépendant, destiné à l'améliorer.

M. M.



## Commentaire

Tournée

Par Fouzia Mahmoudi

En fin de règne, Angela Merkel est en pleine tournée d'adieu après seize années à la tête de la première puissance européenne. Elle était, en ce début de semaine, à Istanbul pour saluer son «allié» turc, Recep Tayyip Erdogan. La dirigeante allemande reçue par le président turc s'est réjouie de la «très bonne collaboration» avec la Turquie. «J'ai été parfois critique face aux développements auxquels nous avons assisté dans le domaine des droits de l'homme et des libertés individuelles». «La seule chose que je peux vous dire, c'est qu'il en ira de même avec le prochain gouvernement allemand : la relation entre la Turquie et l'Allemagne continuera, avec ses bons et ses mauvais côtés», a-t-elle assuré. La relation entre les deux pays a connu de fortes tensions après le putsch avorté de juillet 2016 et les représailles qui s'en étaient suivies contre la société civile. Le président turc avait alors débuté une campagne très hostile à l'encontre du gouvernement allemand, se déplaçant même en Allemagne pour faire campagne auprès de la population d'origine turque pour tenter d'influencer leur vote durant les élections. Une attitude qui avait déplu, sans surprise, aux dirigeants germaniques qui ont toutefois, comme toujours avec Ankara, fait preuve de beaucoup de diplomatie. De son côté, durant la rencontre, le Président Erdogan a salué par deux fois sa «chère amie» Angela Merkel, et s'est inquiété par avance de la suite : «Il n'est jamais facile de travailler avec une coalition comme celle qui est en cours de négociations en Allemagne pour la formation du futur gouvernement», a-t-il estimé. Sur la question cruciale des migrants, l'un des principaux dossiers entre l'Union européenne et Ankara, le président turc a fait valoir que son pays était devenu «une guest-house» (une maison d'hôtes) pour les réfugiés. La Turquie accueille toujours plus de 3,5 millions de réfugiés syriens et 300 000 Afghans. La chancelière a rendu hommage à «cette tâche importante» et garanti que «le soutien européen à la Turquie continuera». «Parce que nous voulons mettre fin au trafic d'êtres humains, le soutien de l'UE est nécessaire : nous avons déjà versé 4,5 milliards d'euros sur les 6 milliards convenus», a-t-elle insisté. Toutefois, malgré ses déclarations il n'est pas certain qu'Erdogan souhaite vraiment la résolution du problème des migrants, celui-ci lui offrant un atout de poids face à l'UE, grâce auquel il soutire plusieurs milliards d'euros aux Européens chaque année. Reste à voir si le successeur de Merkel tiendra la même politique laxiste vis-à-vis de la Turquie que la chancelière et son gouvernement, ou si les nouveaux dirigeants allemands feront preuve de plus de mordant et de fermeté face à Erdogan.

F. M.

## Venezuela

### Extradition d'un proche de Maduro vers les USA causant l'ire de Caracas

Alex Saab, un homme d'affaires proche du président vénézuélien Nicolas Maduro et accusé de blanchiment, a été extradé samedi du Cap-Vert vers les États-Unis, ce qui a déclenché la colère de Caracas qui a suspendu sa participation au dialogue avec l'opposition.

Considéré comme un important intermédiaire du pouvoir vénézuélien, Alex Saab «est dans l'avion en route vers les États-Unis», a indiqué une source au sein de son équipe juridique. Il est censé avoir «sa première audition judiciaire lundi 18 octobre devant un tribunal de Floride», a précisé le ministère américain de la Justice dans un communiqué confirmant cette extradition.

L'homme d'affaires colombien, 49 ans, et son partenaire Alvaro Pulido sont accusés aux

États-Unis d'être à la tête d'un vaste réseau ayant permis au dirigeant socialiste Nicolas Maduro et à son régime de détourner à leur profit de l'aide alimentaire à destination du Venezuela.

Ils sont soupçonnés d'avoir transféré quelque 350 millions de dollars (environ 302 millions d'euros) du Venezuela vers des comptes qu'ils contrôlaient aux États-Unis et dans d'autres pays.

Ils risquent jusqu'à 20 ans de prison. Alex Saab, qui a également la nationalité vénézuélienne et un passeport diplomatique vénézuélien, a été inculpé en juillet 2019 à Miami pour blanchiment d'argent, et arrêté lors d'une escale d'avion au Cap-Vert, au large de l'Afrique de l'Ouest, en juin 2020.

«Tout ce qu'on saura sur Alex Saab et la grande corruption au plus haut niveau du pouvoir au

Venezuela sera en partie grâce à la justice du Cap-Vert, qui a résisté aux pressions», s'est félicité Roberto Deniz, journaliste spécialiste du dossier.

«Jamais (Caracas) ne s'était autant démené pour quelqu'un. Qu'est-ce qui explique qu'on remue ciel et terre pour lui ? Il peut révéler des choses sur les montages, la circulation des fonds, les surcoûts... C'était la cheville ouvrière des affaires du régime Maduro avec les pays alliés», avait-il récemment affirmé à l'AFP.

«Nous avons été informés qu'Alex Saab avait été embarqué dans un avion du département de la Justice des États-Unis et envoyé dans ce pays», a déclaré Jose Manuel Pinto Monteiro, un de ses avocats au Cap-Vert. «L'extradition est illégale car la procédure n'était pas encore définitive».





## Judo Quatre athlètes retenus pour une sélection

LE PREMIER vice-président de l'Union africaine de judo (UAF), l'Algérien Mohamed Meridja, a mis en exergue, dans un entretien au site de l'instance, le potentiel «énorme» du continent qui rêve d'atteindre les sommets. «En Afrique, nous avons un potentiel et une belle jeunesse qui aime le judo et veut atteindre le summum, mais qui ne peut être atteint que par une grande stratégie de développement», a indiqué Meridja, ajoutant que depuis des mois, l'UAF travaille main dans la main avec la FIJ (Fédération internationale) pour définir les contours de cette stratégie permettant à l'Afrique de ne plus se contenter d'avoir du potentiel seulement, mais surtout qu'elle puisse exprimer tout son talent. «L'Afrique est un continent démographiquement jeune. Mais il faut comprendre que dans beaucoup de pays africains, la période actuelle est une période de transition, non pas seulement sportive, mais aussi administrative. Donc beaucoup d'associations nationales sont en pleine restructuration de leur comité de direction. C'est une étape tout à fait logique alors que

nous sortons à peine du cycle olympique précédent et que nous sommes à l'orée d'un nouveau cycle», a expliqué Mohamed Meridja, également directeur de l'Education et du Coaching de la FIJ. Pour l'UAF, l'année 2022 est importante et aura un impact sur tout le développement futur du judo en Afrique. Le comité directeur de l'instance continentale, sous le nouveau président, le Malgache Siteny Randrianasolo-Niaiko, travaille pour redonner à l'Afrique «tout son lustre». «En analysant les chiffres, on se rend compte qu'il y a peu de médailles africaines aux Jeux Olympiques et surtout lors des trois dernières éditions, il n'y en a eu aucune. Je crois qu'on peut changer cela. Quand on analyse le dernier Grand Prix de Zagreb, une écrasante majorité des participants étaient des juniors, nous avons en Afrique le vivier pour alimenter cette usine à compétiteurs», a fait remarquer Meridja, ancien athlète de haut niveau, avec une participation aux Jeux Olympiques de Séoul en 1988, et ancien président de la Fédération algérienne de judo (FAJ).

## Championnat national de Koshiki Rude concurrence pour gagner des places en sélection nationale

LES FINALES du Championnat national seniors de karaté koshiki, spécialités kata et kumité, disputées samedi à la salle Harcha-Hacène (Alger), ont été marquées par une rude concurrence entre les athlètes des différents clubs, dans l'objectif de gagner leur place en sélection nationale. Les athlètes sacrés lors de ce rendez-vous qui s'est tenu sur deux jours avec la participation de plus de 250 concurrents, seront convoqués en sélection nationale en prévision des prochains rendez-vous internationaux. Chez les dames, les titres nationaux de kumité sont revenus

à Nesrine Mehenni de la Ligue de Bouira (-53 kg), Asmaa Bekouche de la Ligue d'Oum Bouagui (-63 kg), Kelthoum Boudaf de la Ligue de Mostaganem (-73 kg) et Selma Hadjedj (+73 kg). En kata, Hala Hioune d'Oum Bouagui, unique concurrente en lice, a été sacrée championne d'Algérie. Chez les messieurs, les médailles d'or en kumité ont été décrochées par Toufik Chikhaoui de la Ligue de Blida (-63 kg), Zakaria Hadj Benali de la Ligue de Mostaganem (-73 kg), Ali Deriadi de la Ligue de Bouira (-82 kg) et Ismail Drissi également de Bouira (+83 kg).

## Championnats du monde de jeu long de boules L'Algérie en bronze en double mixte

LES ALGERIENS Karim Makhloufi - Lamia Aïssioui ont remporté la médaille de bronze dans l'épreuve du double mixte des 39<sup>e</sup> Championnats du monde de jeu long (boule lyonnaise) qui ont pris fin samedi à Alassio (Italie). La paire algérienne s'est inclinée en demi-finale devant son homologue croate Rina Vojkovic-Marin Cubela (10-6). Cette dernière a affronté en finale les Italiens Luigi Grattapaglia-Francesca Carlini. Apparavant, la paire Makhloufi-Aïssioui avait pris la 2<sup>e</sup> place de sa poule 1 avec une victoire devant les Américains Gadaleta-Matsunaga (10-8), une défaite devant les finalistes italiens Grattapaglia-Carlini (2-13) puis un succès en barrage face aux Serbes Kovacevic-Antonjak (11-7). En quarts de finale, la doublette algérienne a disposé de la paire française composée de Romain Garcia et Floriane Amar (9-7). La sélection algérienne de jeu long a participé à ces Mondiaux avec huit athlètes engagés chez les dames en

simple, double, tir de précision, tir progressif et relais ainsi qu'en seniors (simple, double et double mixte).

## Ligue des champions (2<sup>e</sup> tour préliminaire «aller») Le CRB défait par l'ASEC Mimosas

Le CR Belouizdad s'est incliné sur le score de trois buts à un contre les Ivoiriens de l'ASEC Mimosas, en match disputé samedi à Abidjan, pour le compte du deuxième tour préliminaire «aller» de la Ligue des champions africaine de football. Pourtant, les choses avaient relativement bien démarré pour les Belouizdadis, qui avaient ouvert le score dès la cinquième minute de jeu par le défenseur Sofiane Bouchar (0-1). Mais la joie des doubles champions d'Algérie en titre a été de courte durée, car les Ivoiriens ont réussi à égaliser moins de sept minutes plus tard, grâce à Konaté (1-1). Une réplique quasi immédiate, qui a tempéré les ardeurs des Algérois, au point de se montrer nettement moins incisifs le reste de la rencontre. Cette situation a été exploitée par les Ivoiriens, puisque Konaté a réussi à ajouter un deuxième but à la 52', avant que son coéquipier, Pokou, ne donne plus d'ampleur au score, avec une troisième réalisation à la 64'. A

noter que le capitaine belouizdadi, Chems-Eddine Nessakh, a été testé positif au coronavirus avant le match, ce qui l'a obligé à effectuer rapidement un test antigénique qui s'est finalement avéré négatif. Le deuxième représentant algérien dans cette compétition, l'ES Sétif, devait jouer hier après-midi, en déplacement chez les Mauritanien de Nouadhibou. Les matchs «retour» se joueront entre le 22 et le 24 octobre. Les clubs qualifiés à l'issue des deux manches iront en phase de groupes, alors que les perdants seront reversés en Coupe de la Confédération et devront disputer un deuxième tour préliminaire «additionnel».

## Paqueta : «Nos chances de qualification sont intactes»

Les chances de qualification du CR Belouizdad à la phase de poules de la Ligue des Champions «sont toujours intactes», mal-

gré la défaite (3-1) contre les Ivoiriens de l'ASEC Mimosas, en match «aller» du deuxième tour préliminaire de l'épreuve, disputé samedi à Abidjan, a estimé l'entraîneur brésilien Marcos Paqueta. «Il reste un match retour, qui de surcroît se jouera dans des conditions plus favorables, car nous serons chez nous, où les joueurs auront de meilleurs repères. Donc, malgré la défaite du match aller, je considère que nos chances de qualification sont toujours intactes», a assuré l'entraîneur belouizdadi en conférence de presse. L'optimisme du double champion du monde avec les U17 et les U20 du Brésil provient aussi du fait que «le CRB a réussi à inscrire un but en déplacement», et qui comptera double en cas d'égalité à l'issue du match retour. Autrement dit, une victoire (2-0) lors de la deuxième manche, prévue la semaine prochaine en Algérie, suffirait amplement au Chabab pour intégrer la phase de poules tant espérée.

## Coupe de la Confédération (2<sup>e</sup> tour préliminaire aller)

# La JSK et la JSS surprennent

■ Les deux représentants en Coupe de la Confédération africaine, la JS Kabylie et la JS Saoura, ont séduit lors de leur match aller du deuxième tour éliminatoire de cette compétition, respectivement face au FAR Rabat du Maroc et à Concorde de Mauritanie, en revenant tous les deux avec le succès (1/0) et (2/1).



Les Canaris réalisent une belle opération

Par Mahfoud M.

Cela leur permet de prendre une option pour la qualification au prochain tour, en attendant de disputer les matchs retours chez eux. La JSK, pour laquelle on ne donnait pas cher de sa peau après le départ de nombreux joueurs et la non-qualification des nouvelles recrues ramenées par le nouveau président, Yazid Yarichène, a surpris tout le monde en montrant un visage séduisant et en prenant le meilleur sur la redoutable formation marocaine, les FAR Rabat, qui a l'habitude de jouer les trouble-fête lors de ce genre de compétition qu'elle a même

remportée il y a deux ans. L'unique but de la rencontre a été inscrit par Moufid Mohammed (19 csc). Les Canaris ont été solides en défense et ont annihilé toutes les tentatives de l'attaque marocaine, alors que le central malien, Dombia, a été carrément le meilleur élément sur le terrain, de même que Bouhehak ramené de l'AS Aïn M'lila. Avec ce résultat, les Kabyles auront les coudees franches pour se qualifier, surtout s'ils confirment au match retour qui aura lieu entre le 22 et le 24 octobre. De son côté, la formation sudiste, la JS Saoura, a réussi à battre la formation mauritanienne de Concorde sur le score de (2/1), ce qui lui per-

met de bien entamer cette compétition et de se mettre dans une position idéale avant la manche retour dans une semaine. Les buts de la JS Saoura ont été inscrits par Abdelaziz Khelifi (86') et Abdelaziz Lahmri (90'), alors que Idrissa Thiam avait ouvert le score pour l'ASAC Concorde sur penalty à la 8<sup>e</sup> minute. Les Canaris du Sahara qui prennent goût aux compétitions africaines qu'ils disputent depuis quelque temps, n'ont pas flanché face aux locaux, sachant qu'ils étaient menés au score. Ils ont su revenir en force et inscrire des deux buts dans les derniers moments de la partie, ce qui leur a permis de prendre la victoire.

M. M.

Tizi Ouzou

### Les chasseurs réclament la réouverture de la chasse

LA FÉDÉRATION des chasseurs de la wilaya de Tizi Ouzou réclame la révision à la hausse du quota de permis de chasse délivré et le respect des règles dans sa délivrance de la part des autorités compétentes. Ces dernières exigent la tenue de l'assemblée générale de l'association des chasseurs pour toute discussion autour des préoccupations de la corporation. Les chasseurs réclament également la réouverture de la chasse dans les meilleurs délais. Pour la

Fédération des chasseurs de la wilaya de Tizi Ouzou, la mesure de maintenir la chasse fermée n'a pas lieu d'être aujourd'hui, d'autant plus que ses adhérents se sont tous astreints au respect des règles d'exercice de la profession et sont disponibles à s'inscrire dans toute action des pouvoirs publics visant une meilleure organisation de ce métier qui a suscité de l'engagement parmi les amateurs de la chasse.

Hamid M.

Enfance

### La Fondation Asselah Ahmed et Rabah organise un concours de dessins d'enfants

LA FONDATION culturelle «Asselah Ahmed et Rabah» organise un concours de dessins d'enfants, dont l'idée est de «faire prendre conscience et de faire découvrir aux enfants, par le dessin, toute la richesse et la beauté de la nature», a-t-on appris, hier, auprès de la fondation.

Le thème de ce concours, ouvert à tous les enfants âgés de 4 à 10 ans résidant en Algérie et les enfants algériens résidant à l'étranger, est libre, tout comme le choix des matériaux, des couleurs, des techniques et des supports, ont précisé les organisateurs. Un participant ne peut soumettre qu'un seul dessin et les dessins collectifs ou les dessins corrigés par un tiers ne seront pas acceptés et les copies d'œuvres d'autrui sont

interdites, selon les conditions du concours.

Les participants doivent mentionner au verso du dessin leur nom, prénom, âge, date de naissance, niveau, l'école fréquentée, adresse du domicile et numéro de téléphone.

Les travaux doivent être transmis avant le 11 décembre 2021 à l'adresse du siège de la Fondation Asselah Ahmed et Rabah : 29 bis, Boulevard Zighout Youcef, ou déposés directement les lundi et mardi de 10h30 à 15h00.

Le concours est doté de trois prix de félicitations et de sept prix d'encouragement. Les prix seront remis lors d'une cérémonie qui sera organisée le 18 décembre à partir de 14h00 au siège de la fondation.

R. C.

Bouira

### Ouverture du 3<sup>e</sup> Salon national des arts plastiques

LA TROISIÈME édition du Salon national des arts plastiques s'est ouverte hier à la maison de la culture Ali-Zaâmoum de Bouira, avec la participation de plus de 40 artistes venus de plusieurs wilayas du pays, selon la directrice de la maison, M<sup>me</sup> Saliha Chirbi. Ce salon enregistre la participation de 42 artistes plasticiens venus de Bouira, ainsi que d'autres wilayas du pays, à l'image d'Alger, Tamanrasset, Béchar, Oran, Tizi Ouzou, Bédjaia, Bordj, Bou-Arréridj, M'sila, Mascara et Sidi Bel-Abbès, a expliqué à l'APS M<sup>me</sup> Chirbi. La manifestation, qui se poursuivra jusqu'au 19 octobre, est organisée en hommage à l'artiste Aziz Bounoua, qui sera honoré à l'occasion en guise d'encouragement et de reconnaissance de tous ses travaux artistiques réalisés au profit de la culture.

Cette troisième édition connaît aussi la participation du Musée des écoles des beaux-arts d'Alger.

Une série d'expositions

dédiées aux arts plastiques et aux autres œuvres artistiques sont organisées dans le hall de la maison de la culture Ali-Zaâmoum.

«Une exposition dédiée exclusivement au peintre et graveur Mohamed Bouzid, concepteur du sceau et des armoiries de la République algérienne, est prévue aussi au cours de cette manifestation», a précisé M<sup>me</sup> Chirbi. Mohamed Bouzid est connu aussi pour sa réalisation de plusieurs peintures murales, des décors et des costumes pour le cinéma et le théâtre.

H. Y.

## C'est le Mawlid el Nabawi

IL FAUT FAIRE GAFFE ÇA BRÛLE!



Loumis

Djalou@hotmail.com

Foot / Ligue 1

### Medouar : «Rien d'officiel pour le retour du public dans les stades»

■ Le président par dérogation de la Ligue de football professionnel (LFP), Abdelkrim Medouar, a déclaré, hier, que son instance n'avait encore reçu aucun document officiel concernant un éventuel retour des supporters dans les stades, 19 mois après l'interdiction instaurée en raison de la pandémie de Covid-19 et à moins d'une semaine du coup d'envoi de la nouvelle saison.

Par Racim S.

«Jusqu'à aujourd'hui, la LFP n'a reçu aucun document officiel concernant un éventuel retour du public dans les stades, à la veille du coup d'envoi de la nouvelle saison footballistique. Prendre une telle décision est du ressort exclusif du ministère de la Santé, qui saisira de son côté le ministère de la Jeunesse et des Sports», a indiqué à l'APS le premier responsable de l'instance dirigeante de la compétition.

Le coup d'envoi de la saison 2021-2022 sera donné vendredi, avec au programme le match d'ouverture entre le CS Constantine et le MC Oran. Cinq rencontres se joueront samedi, alors que quatre matchs ont été reportés en raison des compétitions africaines interclubs.

«Nous sommes à l'approche de la nouvelle saison, tout est mis en place sur le plan organisationnel pour le bon déroule-

ment de la saison. Nous n'avons pas prévu de nouvelles mesures. Nous tâcherons de faire de l'exercice 2021-2022 une réussite», a-t-il ajouté.

Concernant l'homologation des stades, Medouar a indiqué que la commission d'audit des stades «effectuera à partir de ce dimanche (hier, ndlr) une visite d'inspection au stade de Constantine, avant de faire de même mercredi au stade de Chlef et probablement au stade Brakni de Blida».

Par ailleurs et concernant le déroulement de l'Assemblée générale électorale (AGE) qui devait avoir lieu avant le début du championnat selon la Fédération algérienne (FAF), Medouar a expliqué qu'elle se tiendrait «une fois les statuts des trois Ligues (LFP, LNFA et LIRF) amendés».

«Je suis mandaté par l'ancien et l'actuel bureau fédéral pour

gérer les affaires de la Ligue de football professionnel à l'instar de toutes les ligues de football. Ma mission prendra fin au terme de l'Assemblée générale extraordinaire (AGEX) pour la mise en conformité des statuts, qui sera suivie par l'AGE».

Enfin, interrogé sur son intention de briguer ou non un nouveau mandat à la tête de la LFP, Medouar a préféré laisser planer le doute, n'écartant pas toutefois l'idée. «Au cours de mon premier mandat, plusieurs événements se sont déroulés, notamment la pandémie de Covid-19, ce qui s'est répercuté sur le déroulement du championnat et du coup sur la bonne marche de la LFP. Pour le moment, je n'ai pas encore pris ma décision, mais si j'ai l'occasion de briguer un second mandat, je ferai de mon mieux pour qu'il soit à la hauteur des espérances», a-t-il conclu.

R. S.

Harga

### Sauvetage de 13 migrants clandestins et repêchage des corps de 4 autres

Des gardes-côtes du Commandement des Forces navales ont sauvé samedi treize migrants clandestins et repêché les corps de quatre autres, noyés suite au chavirement de leur embarcation à 16 miles nautiques au nord de la ville d'Alger, indique, hier, un communiqué du ministère de la

Défense nationale.

«Dans le cadre des missions des garde-côtes du Commandement des Forces navales notamment à caractère humanitaire, deux unités de recherche et de sauvetage relevant du Groupement territorial des gardes-côtes d'Alger et un hélicoptère de recherche et de

sauvetage des Forces navales ont procédé, hier 16 octobre 2021, au sauvetage de 13 migrants clandestins et au repêchage de 4 corps d'autres immigrants noyés suite au chavirement de leur embarcation à 16 miles nautiques au nord de la ville d'Alger», précise le MDN.

Yanis G.

El Khroub

### Décès de deux personnes par asphyxie au monoxyde de carbone

Deux personnes ont trouvé la mort, hier, par asphyxie au monoxyde de carbone, dans la commune d'El Khroub (sud de Constantine), a-t-on appris auprès de la direction de la Protection civile de la wilaya.

Les éléments de l'unité secondaire de cette commune ont enregistré la mort d'un vieux couple, un homme et son épouse, âgés respectivement de 88 et de 68 ans,

décédés asphyxiés par ce gaz brûlé émanant d'un chauffage à l'intérieur de leur domicile implanté dans la commune d'El Khroub, plus exactement à l'immeuble 167 de la cité des 1600 logements, a détaillé à l'APS le responsable de la cellule de l'information et de la communication de la DPC, le capitaine Abderrahmane Lagraâ.

Les corps sans vie des deux victimes ont été transférés à la morgue de l'établissement

hospitalier Mohamed-Boudiaf de la ville d'El Khroub, a fait savoir la même source.

Les mêmes services sont intervenus également samedi pour deux accidents similaires survenus aux cités Boussouf et Sidi Mebrouk, au chef-lieu de wilaya, où quatre personnes, âgées entre 35 et 70 ans et intoxiquées au monoxyde de carbone ont été secourues et sauvées, a ajouté la même source.

O. N.